



EUROPE | CHRONIQUE

PAR ARNAUD LEPARMENTIER

## L'euro et nos maux

C'était à Londres, dans un colloque chic. La question fut posée, mine de rien. L'euro peut-il doper la croissance? Perfide question, alors que la zone euro est à la traîne des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Un échec, quand on constate l'effondrement de la Grèce, le chômage espagnol et la paralysie française. A écouter les Anglo-Saxons, l'euro y est forcément pour quelque chose. Forcément.

Ne tombons pas dans ce piège. Première remarque, l'euro n'est pas la catastrophe que l'on dit. A trop regarder la Grèce et à trop déprimer sur la France, on croirait que ces pays sont le reflet du Vieux Continent. C'est trompeur. Certes, le chômage est deux fois plus élevé dans la zone euro qu'aux Etats-Unis. Mais depuis son lancement en 1999, l'union monétaire a créé 15,4 millions d'emplois contre 17,2 aux Etats-Unis. L'euro n'a donc pas conduit à une sous-performance générale.

Côté croissance, celle-ci est depuis 1999 de 2,1 % outre-Atlantique et de 1,3 % en zone euro (en prenant le PIB par habitant, les Etats-Unis tombent à 1,4 % et la zone euro à 1 %, indique Natixis). Pas de quoi pavoiser... Surtout quand on sait que les Etats-Unis sont dopés à la planche à billets et au déficit extérieur: 430 milliards de dollars de déficit sur un an contre un excédent de 317 milliards de dollars pour la zone euro. Libre aux Américains de provoquer un nouveau krach mondial. Ils en sont conscients, la Réserve fédérale américaine (Fed) étant incapable de relever les taux comme elle le devrait.

### Laxisme à tous les étages

Deuxième remarque, si l'euro souffre, c'est que toutes ses règles fondatrices ont été bafouées. Il fut imposé par la France, soucieuse d'arrimer l'Allemagne à l'Europe après la réunification, mais conçu à l'allemande: une monnaie neutre, censée supprimer les risques de change et les dévaluations compétitives, et combattre l'inflation. Une sorte d'étalon or du XXI<sup>e</sup> siècle, un euromark qui ne serait jamais confié aux keynésiens. Ce credo ordolibéral fut réaffirmé sous un vernis blairiste, en 2000, au sommet de Lisbonne. L'Europe devait devenir en dix ans « l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde ». Sois compétitif et tu seras prospère.

Cette approche visait à se protéger des mauvaises idées françaises. Sans cesse, Paris répétait « gouvernement économique » au nom de la supériorité de la macroéconomie sur la microéconomie. Berlin n'était pas dupe, qui entendait laxisme. Chirac, Sarkozy et Hollande ont tous invoqué la conjoncture pour ne pas respecter les critères de Maastricht. Las, derrière le discours allemand, la recette française s'appliqua: laxisme à tous les étages et aucune réforme de compétitivité. La terrible crise de 2008 l'a montré.

Troisième constat: mal anticipé, l'euro a divisé l'Europe. En deux clubs, les vertueux-gagnants (l'Allemagne et ses voisins) et les pé-

### SI LA MONNAIE UNIQUE SOUFFRE, C'EST QUE TOUTES SES RÈGLES FONDATRICES ONT ÉTÉ BAFOUÉES

cheurs-perdants, les pays de la périphérie et la France. C'est parce que la zone euro a trop bien fonctionné sur le plan microéconomique. En l'absence de risque de change, chacun a pu faire valoir ses avantages compétitifs: l'industrie s'est concentrée le long de l'axe Milan-Hambourg. Les pays de la périphérie ont tenté de résister, telle l'Irlande avec son dumping fiscal. Rien n'y a fait.

Car, de surcroît, la zone euro a dysfonctionné sur le plan macroéconomique. L'Allemagne a continué de se comporter comme si elle vivait encore dans l'ancien système monétaire européen. Elle a fait de la désinflation compétitive (par exemple en augmentant de 3 points sa TVA en 2005) pour tailler des croupières aux pays du Club Med qui se sont endormis, se croyant protégés par l'euro. Rigueur au nord, laxisme au sud, alors qu'il eût fallu faire l'inverse.

Aujourd'hui, il faut corriger ce double dysfonctionnement. Les économistes estiment qu'il faut laisser jouer les avantages compétitifs – on ne va pas remettre des usines automobiles au Portugal – mais tirer les conséquences de cette division internationale du travail. Les régions moins compétitives doivent être aidées comme dans tout état fédéral, avec un budget et des transferts européens. Bref, le saut fédéral, banni en France depuis l'échec du référendum de 2005 et rejeté par Berlin soucieux de ne pas payer pour les autres, revient par la fenêtre.

Les Allemands sont-ils prêts? Plus qu'on ne le croit. Ils font leur la maxime de l'ex-chancelier Kohl: « L'Europe est une question de guerre et de paix au XXI<sup>e</sup> siècle. » L'euro aussi et ils feront comme le président de la BCE, Mario Draghi, « tout ce qu'il faudra » pour le sauver. Angela Merkel a constaté, avec la crise grecque, qu'elle devait passer à la caisse sous la pression des événements. Autant s'organiser à froid et de manière ordonnée.

A une condition toutefois, que les Français redeviennent fiables et cessent de prôner le bien généralisé pour masquer leurs turpitudes. Alliés au président de la Commission Jean-Claude Juncker, ils ont obtenu de ne pas réduire leur déficit, au nom d'une rigueur excessive qui ne les concernait pas et qui a disparu depuis deux ans.

Berlin a choisi de croire que les Français étaient sur la bonne voie, en faisant d'Emmanuel Macron un gri-gri protecteur contre de nouvelles errances. Il y a, au fond, du Schröder dans le mandat de François Hollande: des petits pas dans la bonne direction, mais très insuffisants. La divergence entre la France et l'Allemagne reste édifiante: chômage (10,3 % en France contre 4,6 % en Allemagne); budget (déficit de 3,8 % contre excédent de 0,6 %); balance des paiements courants (déficit de 0,9 % contre excédent de 7,9 %); croissance (1,1 % contre 1,9 %), dette (96 % contre 71 %), dépense publique (56,9 % contre 43,7 %). Rester aussi éloigné de l'Allemagne, c'est rendre impossible le sauvetage de l'euro et sa gestion intelligente. Sans parler de la France. ■

leparmentier@lemonde.fr

## AIR FRANCE OU LE PRIX DE LA BRUTALITÉ

ÉDITORIAL III

Tout est désolant dans la crise d'Air France, devenue en quelques jours un psychodrame national.

Voilà une compagnie aérienne, fleuron de l'aviation mondiale, qui dispose d'atouts exceptionnels: la première destination touristique mondiale, une plateforme aéroportuaire idéalement située et un marché mondial en forte croissance. Même si la concurrence est rude, de la part des compagnies à bas coût, qui minent la rentabilité des vols en Europe, et de celles du Golfe, qui menacent celle des vols long-courriers.

Or, voilà une compagnie menacée par des blocages catastrophiques. Un an après la plus grande grève de son histoire, elle n'a toujours pas convaincu ses tout-puissants

pilotes de l'urgence d'une amélioration de leur productivité, notamment inférieure à celle de leurs collègues européens. Faute d'être parvenue à en convaincre ses pilotes en particulier, voilà une direction qui décide, au début du mois, d'effectuer un virage sur l'aile et de mettre en œuvre un plan d'« attrition » radical, passant par une réduction drastique du nombre d'avions et de vols non rentables. Avec, à la clé, près de 3 000 suppressions d'emplois, dont 1 900 parmi les personnels au sol.

La brutalité de la manœuvre ne témoigne pas seulement des carences d'un management incapable de se réconcilier avec ses salariés et de réconcilier ceux-ci avec leur entreprise. Le 5 octobre, comme un effet boomerang, elle déclenche la violence d'un petit groupe de salariés qui agressent deux dirigeants d'Air France, dont le directeur des ressources humaines. La photo a fait le tour du monde, reprise en boucle par les médias et les réseaux sociaux. Elle est d'autant plus calamiteuse qu'elle donne du syndicalisme français une image désastreuse. Rappelons que de telles violences sont très rares en France, que la négociation des relations de travail y reste la règle générale et que plus de 1 000 accords de branche et près de 35 000 accords d'entreprise y sont conclus chaque année.

Et l'engrenage du psychodrame ne s'arrête pas là. L'agression des dirigeants d'Air

France était inadmissible et inexcusable. L'interpellation, lundi 12 octobre à l'heure du laitier, de cinq salariés de la branche Cargo Air France soupçonnés d'être les auteurs de l'agression, puis leur garde à vue pendant une trentaine d'heures, n'en est pas moins disproportionnée. Et de nature à exaspérer un peu plus chacun des acteurs. Nul doute que, d'ici à leur comparution devant le tribunal correctionnel, prévue le 2 décembre, ces « cinq d'Air France » vont être présentés comme des « martyrs » par les syndicats. Et, au-delà, par les partis de la gauche de la gauche, qui n'ont pas manqué de donner de la voix.

Car l'affaire est désormais politique, attisée par le président des Républicains, Nicolas Sarkozy, qui a dénoncé cette « chienlit ». A cet égard, François Hollande a eu raison, mardi 13 octobre, d'appeler « chacun à prendre conscience que la violence peut être destructrice, ce qui vaut pour Air France [et] pour le pays ».

Il a eu également raison de « déplorer la brutalité », y compris « la brutalité d'un certain nombre de décisions » patronales. Raison, enfin, d'appeler à la reprise du dialogue. Même si cette crise le rend plus difficile que jamais, comme en témoigne le refus du responsable CGT de l'entreprise STX de Saint-Nazaire, que le président visitait le même jour, de serrer la main du chef de l'Etat. ■

# « HARPER LEE ANNONCE LA FIN DE L'INNOCENCE. PASSIONNANT. »

Olivia de Lamberterie, ELLE

« Inattendu, passionné et polémique. »  
Johanna Luyssen, *Libération*

« Un très beau roman complexe, où se reflète un tournant crucial de la société américaine. »  
Nelly Kaprielian, *Les Inrockuptibles*

« Un livre immense que personne n'attendait. Extraordinaire. »  
Jean-Philippe Bernard, *Le Matin Dimanche*

« Un immense roman. »  
Thierry Fiorile, *France Info*

« On retrouve avec bonheur Jean Louise et son humour irrévérencieux, ses lubies et ses doutes. »  
Corinne Renou-Nativel, *La Croix*

« L'épilogue de la très romanesque histoire d'un écrivain mythique. »  
Nathalie Crom, *Télérama*

« Tout aussi enchanteur que Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur. »  
Ilana Moryoussef, *France Inter*

après

NE TIREZ PAS SUR L'OISEAU MOQUEUR



www.grasset.fr

Grasset